

Hébergement

Plan hivernal : les annonces de Cécile Duflot ne sont pas à la hauteur de la crise actuelle, selon les associations

19/10/2012

A l'occasion d'une visite dans un CHRS de l'Armée du Salut à Lyon jeudi 18 octobre, la ministre de l'Egalité des territoires et du Logement a annoncé **une "accélération" de la mise en oeuvre du plan hivernal, qui sera en place dès le 1er novembre.**

"Nous n'allons pas attendre les grands froids pour ouvrir des places supplémentaires", a indiqué Cécile Duflot, en soulignant ne pas vouloir agir "uniquement en fonction du thermomètre".

18 000 places identifiées

Alors que 15 200 places avaient été "réellement mobilisées au plus fort de l'hiver" l'année dernière, selon les chiffres communiqués par la ministre du Logement, plus de 18 000 places ont été identifiées pour l'hiver qui s'annonce.

"Par ailleurs, l'ensemble des ministères a été sollicité pour que soient rapidement identifiés des bâtiments publics susceptibles d'offrir des places supplémentaires", a précisé Cécile Duflot.

Rappelant qu'un [plan d'urgence de 50 millions d'euros pour le logement des sans-abri](#) (dont la moitié pour l'Ile-de-France) a déjà été débloqué en septembre dernier, elle a également indiqué qu'elle souhaitait "renforcer l'accès direct au logement et apporter une réponse à tous les besoins, toute l'année".

Projets territoriaux

Afin de sortir d'une gestion saisonnière du dispositif d'hébergement, les préfets de régions vont ainsi être sollicités pour mettre en place des projets territoriaux d'ici à la fin du mois de janvier, "destinés à renforcer la prévention des expulsions locatives, à pérenniser si besoin certaines places d'hébergement et à éviter de remettre à la rue les personnes sans abri à la fin de l'hiver", selon le communiqué du ministère.

Cécile Duflot a par ailleurs insisté sur le fait que le budget de l'hébergement d'urgence allait augmenter de 13 % en 2013 et précisé que, **d'ici cinq ans, 5 000 places en hébergement d'urgence et 10 000 logements accompagnés allaient être créés.**

Crise humanitaire

Des annonces cependant encore insuffisantes pour faire face à l'explosion des demandes constatées sur le terrain par les associations, à l'image de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) qui réclame la création de 15 000 places d'hébergement sur cinq ans. "Il y a un gros problème quantitatif", a ainsi indiqué à l'AFP son directeur général, Florent Gueguen, tout en se déclarant d'accord sur les orientations affichées par Cécile Duflot.

Pour Charlotte Niewiadomski, responsable hébergement d'urgence au Secours catholique, ces propositions "ne sont pas à la hauteur de la crise humanitaire", tandis que Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, a regretté le **manque "d'engagement financier et collectif de la part du gouvernement"**, alors qu'en période de crise il faudrait "faire encore plus pour les plus défavorisés".

Les structures d'accueil ne font plus face

Le Collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées a d'ailleurs adressé le 17 octobre une [lettre ouverte à Cécile Duflot](#) dans laquelle il l'interpelle à nouveau sur "*l'ampleur*" de la crise du logement et de l'hébergement.

Les associations signalent notamment que 150 000 personnes sont actuellement à la rue, dont de plus en plus de familles et d'enfants : "*Les structures d'accueil ne font plus face, sans compter les nombreuses personnes qui, découragées, n'appellent plus le 115*", écrivent les membres du collectif, déplorant que "**les derniers filets de protection ne fonctionnent plus**" et que "*malgré les promesses, on s'oriente vers un nouveau plan hivernal, préparé de surcroît au dernier moment*".

E.C.

© *Actualités sociales hebdomadaires - Wolters Kluwer France*